

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 15 JUILLET 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/437		
CONVENTION-CADRE AVEC L'EDUCATION NATIONALE POUR LA MISE A DISPOSITION DE PISCINES ET D'EDUCATEURS DE LA BASE NATURE ET SPORT DU VALLON DU SOLEIL AU BENEFICE DES ECOLES PRIMAIRES DE LA METROPOLE TPM- AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/437

BUREAU DU 15 JUILLET 2024

**O B J E T : CONVENTION-CADRE AVEC L'EDUCATION
NATIONALE POUR LA MISE A DISPOSITION DE
PISCINES ET D'EDUCATEURS DE LA BASE NATURE
ET SPORT DU VALLON DU SOLEIL AU BENEFICE DES
ECOLES PRIMAIRES DE LA METROPOLE TPM-
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 04 mai 2023 portant délégations au Président et
au Bureau,

VU la délibération n°08/12/36/242 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2008 déclarant d'intérêt communautaire l'équipement et les installations sportives sises au Vallon du Soleil,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, l'éducation Nationale et les communes de Carqueiranne, de La Crau et du Pradet collaborent à l'enseignement de la natation pendant le temps scolaire en faveur des élèves des écoles élémentaires en apportant à titre gracieux différents moyens humains et matériels,

CONSIDERANT que la convention a pour objet la mise à disposition par la Métropole TPM des piscines de la Base nature et sport du Vallon du soleil, ainsi qu'un maître-nageur et deux surveillants de baignade diplômés d'état dans le cadre de la mise en place de séances de natation scolaire,

CONSIDERANT que la mise à disposition se fait à titre gratuit, pour toute la période de mise en place des séances de natation,

CONSIDERANT qu'il convient de fixer les modalités de cette mise à disposition conventionnellement et de les approuver,

Et après en avoir délibéré,



DECIDE

ARTICLE UNIQUE

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer les projets de conventions, ci-annexés, concernant :

- Les écoles élémentaires publiques Jules FERRY et Marcel PAGNOL de Carqueiranne,
- Les écoles élémentaires publiques Jules FERRY, Jean GIONO, Jean AICARD, Marcel PAGNOL de La Crau,
- Les écoles élémentaires publiques Jules FERRY et Marcel PAGNOL du Pradet.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 juillet 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0

CIRCONSCRIPTION DE LA GARDE

ECOLES :

Ecoles élémentaires publiques :

Jules FERRY

Marcel PAGNOL

CARQUEIRANNE

APSA : **NATATION**

Année scolaire : 2023/2024

PREAMBULE

Les différents partenaires, de par les missions de service public qui leur sont confiées, ont la volonté de susciter et de développer :

- le rôle actif de l'enfant dans ses apprentissages,
- l'interaction entre l'enseignement obligatoire de l'éducation physique et sportive et celui de l'éducation civique,
- la pratique volontaire des activités physiques, sportives et artistiques,
- la nécessaire cohérence entre les valeurs que l'école entend faire acquérir aux élèves des classes maternelles et élémentaires, au travers des programmes mis en œuvre dans la pratique de l'éducation physique.

CONVENTION entre

La collectivité territoriale :

Nommée : Métropole Toulon Provence Méditerranée

Adresse : Hôtel de la métropole 107 boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON cedex 9

Représentée par M. Jean-Pierre GIRAN - Qualité ou fonction : Président

et

La collectivité territoriale :

Nommée : Commune de Carqueiranne

Adresse : Pl. de la République, 83320 CARQUEIRANNE

Représentée par M. Arnaud LATIL - Qualité ou fonction : Maire

et

L'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Éducation Nationale du VAR, représenté par M. Christian CARDON, Inspecteur de l'Éducation Nationale de la circonscription de LA GARDE dans laquelle se déroule l'activité.

Il a été convenu ce qui suit (pages 2, 3, 4 et 5) pour les écoles de la ville de Carqueiranne suivante:

ECOLES ELEMENTAIRES PUBLIQUES : Jules FERRY et Marcel PAGNOL

Article 1 Objectifs de la convention :

Co-intervention en milieu scolaire portant sur l'enseignement de l'activité :

NATATION

La présente convention a pour objet la mise en œuvre de la natation scolaire, telle qu'elle est définie par les textes en vigueur, notamment les programmes d'enseignement de l'école et le socle commun de connaissances, de compétences et de culture, dans la piscine de la base nature et sports du Vallon du Soleil à La Crau.

La commune de Carqueiranne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Ligue Provence Alpes Côte d'Azur de la Fédération Française de Natation (F.F.N.) collaborent à l'enseignement de la natation pendant le temps scolaire en faveur des élèves de Carqueiranne en apportant à titre gracieux, différents moyens humains et matériels (installations, intervenants et transports).

Cette collaboration s'inscrit dans le respect des règles et des programmes de l'Education Nationale.

Cette co-intervention est destinée à apporter une aide aux enseignants et une expertise technique dans le cadre de projets d'Education Physique et Sportive qui s'inscrivent dans le projet d'école.

La natation nécessite un encadrement des élèves renforcé. Toutefois chaque enseignant reste libre de solliciter ou non la participation d'un intervenant tout en se conformant aux normes d'encadrement à respecter de la circulaire n°2017-127 du 22-8-2017 concernant l'enseignement de la natation.

L'Education nationale se réserve la possibilité d'interrompre toute collaboration avec un intervenant mis à disposition par le partenaire dont le comportement serait incompatible avec le bon déroulement du service public de l'éducation.

Article 2 Conditions d'organisation et de concertation

Les signataires s'engagent à respecter le cadre réglementaire concernant d'une part, les responsabilités pédagogiques de l'enseignant face à sa classe, d'autre part l'intervention des personnes extérieures à l'école, ainsi que les dispositions relatives aux sorties scolaires.

Les obligations de chaque partie:

Aucune intervention ne saurait avoir lieu sans un projet clairement élaboré, en référence au projet d'école ou, le cas échéant, au projet de circonscription. Le projet pédagogique est élaboré avant le début du module d'apprentissage par l'enseignant concerné. L'intervenant extérieur y est associé le cas échéant. Enseignant et intervenant se concerteront régulièrement sur les objectifs de la séance. Un exemplaire du règlement intérieur est fourni à l'intervenant.

L'intervenant, doit respecter les modalités d'interventions fixées et adopter une attitude compatible avec le bon fonctionnement du service public de l'éducation.

L'enseignant peut interrompre toute intervention qui ne correspondrait pas aux modalités fixées.

Organisation de l'activité :

Chaque module d'apprentissage est prévu pour un nombre minimum de séances.

Afin d'atteindre le niveau de pratique visé et la maîtrise des compétences définies par les Instructions Officielles, il est souhaitable que chaque module d'apprentissage comporte minimum 10 séances.

Les collectivités territoriales et la Ligue Provence Alpes Côte d'Azur de la F.F.N affectent des Educateurs Territoriaux des Activités Physiques et Sportives et/ou des professionnels titulaires des qualifications requises sur la base d'un éducateur par classe.

Les éducateurs interviennent en position de spécialistes sur le site du Vallon du Soleil équipé de bassins extérieurs pour la natation scolaire.

Ce dispositif permet aux éducateurs de participer à l'action éducative de la classe en apportant leurs compétences à l'enseignant, tout en respectant le cadre réglementaire défini par les textes cités en référence avec notamment :

- l'affirmation de la responsabilité pédagogique de l'enseignant ;
- l'obligation pour l'intervenant d'être soumis à un agrément académique renouvelable annuellement ;
- la nécessité de rédiger pour l'enseignant un projet pédagogique EPS en partenariat avec l'éducateur, inscrit dans le projet d'école et le volet applicatif du projet EPS de circonscription, accompagné du planning d'intervention ;
- les activités de la natation en bassin d'été non chauffé s'adresseront en priorité aux élèves des classes de CE2.

L'organisation pédagogique et matérielle se fait à l'initiative de l'enseignant en collaboration avec les intervenants.

Chaque groupe d'élèves doit être pris en charge par le même intervenant pour toute la durée du cycle, sauf cas de force majeure ou exceptionnellement pour des raisons de services. Dans ce cas, l'intervenant est remplacé par un autre éducateur agréé en fonction des moyens disponibles.

Les intervenants pourront participer à l'encadrement de la natation uniquement lorsque l'emploi du temps et les projets pédagogiques d'école ou de classes auront été fournis et approuvés par l'Inspecteur de l'Education Nationale de la circonscription de La Garde.

Annulation de séances :

En cas d'absence, ou pour des raisons de sécurité, d'hygiène, de réglementation ou autre, chacun s'engage à prévenir l'autre dans les meilleurs délais.

Assiduité des élèves :

La natation scolaire fait partie intégrante des programmes d'enseignement de l'école. Elle est donc assortie d'un caractère obligatoire. Toute absence ponctuelle doit être motivée, toute absence prolongée doit être justifiée et faire l'objet d'une dispense médicale. Pour des raisons de sécurité, les élèves dispensés sont pris en charge à l'école et ne sont pas conduits à la piscine.

Article 3 Rôle respectifs des enseignants et des intervenants extérieurs

La responsabilité pédagogique de l'organisation incombe à l'enseignant titulaire de la classe qui demeure responsable de ses élèves, ou à celui de ses collègues nommément désignés dans le cadre d'un échange de service ou d'un remplacement.

L'intervenant extérieur apporte un éclairage technique qui enrichit l'enseignement et conforte les apprentissages conduits par l'enseignant. Il ne se substitue pas à lui. Cela n'implique pas pour autant qu'il ne puisse prendre aucune initiative, dès l'instant qu'elle s'inscrit dans le cadre strict de ses fonctions. Dans certaines organisations pédagogiques où les élèves sont répartis en plusieurs ateliers, ils peuvent être amenés à prendre en charge un groupe d'élèves.

Les évaluations se feront par l'enseignant, seul ou conjointement avec l'intervenant.

La répartition des tâches se fait selon le principe suivant :

Les enseignants doivent :

- s'assurer de l'effectif de la classe, de la présence des intervenants, de la conformité de l'organisation de la séance au regard du projet ;
- connaître le rôle de chacun ainsi que les contenus d'enseignement de la séance ;
- ajourner la séance en cas de manquement aux conditions de sécurité ou d'hygiène ;
- participer à la mise en place des activités, au déroulement de la séance, notamment en prenant en charge un groupe d'élèves ;
- participer à la régulation avec les intervenants impliqués dans le projet ;
- signaler au personnel de surveillance le départ de tous les élèves pour le vestiaire.

Les professionnels qualifiés et agréés chargés d'enseignement doivent :

- participer à l'élaboration du projet, à son suivi et à son évaluation ;
- assurer le déroulement de la séance suivant l'organisation définie en concertation et mentionnée dans le projet ;
- procéder à la régulation, en fin de séance, en fin de module d'apprentissage.

Les personnels chargés de la surveillance doivent :

- assurer exclusivement cette tâche, intervenir en cas de besoin ;
- ajourner et interrompre la séance en cas de non-respect des conditions de sécurité et/ou d'hygiène ;
- vérifier les entrées et sorties de l'eau, interdire l'accès au bassin en dehors des horaires prévus.

Article 4 Conditions liées aux mesures de sécurité

L'enseignant, responsable de sa classe, pourra suspendre ou interrompre immédiatement l'activité s'il est à même de constater que les conditions de sécurité ne sont manifestement plus réunies.

Lorsque l'intervenant se voit confier l'encadrement d'un groupe d'enfants, c'est à lui de prendre les mesures urgentes qui s'imposent, dans le cadre de l'organisation générale arrêtée par l'enseignant, pour assurer la sécurité des élèves.

Installations et matériel

L'employeur de l'intervenant s'engage à mettre à disposition des classes, des installations répondant aux normes de sécurité en vigueur et à présenter au directeur de l'école tout document attestant de leur conformité, et établi par les commissions de sécurité ou organismes compétents.

En cas de prêt de matériel, l'employeur de l'intervenant s'engage à mettre à disposition des classes, du matériel homologué, en parfait état et adapté à l'âge et à la taille des enfants.

Responsabilités

Les responsabilités respectives des enseignants et des intervenants sont rappelés dans la circulaire n°2017-127 du 22-8-2017.

La mission des enseignants est non seulement d'organiser leur enseignement mais aussi d'assurer la sécurité des élèves. L'enseignant veille à présenter les enjeux pédagogiques aux intervenants et veille à son respect, tout particulièrement en ce qui concerne la sécurité des élèves.

La présence de personnels de surveillance et d'encadrement au cours de l'enseignement de la natation ne modifie pas les conditions de mise en jeu de la responsabilité des enseignants. En cas de dysfonctionnement ou de mise en danger des élèves, il leur revient d'interrompre la séance.

Surveillance des activités de la natation

La surveillance est obligatoire pendant toute la durée des activités de natation.

La surveillance des baignades doit être assurée par un personnel titulaire d'un des diplômes mentionnés dans la circulaire n°2017-127 du 22-8-2017.

Les surveillants de bassin sont exclusivement affectés à la surveillance et à la sécurité des activités, ainsi qu'à la vérification des conditions réglementaires d'utilisation de l'équipement et, par conséquent, ne peuvent simultanément remplir une mission d'enseignement. Ils sont qualifiés pour assurer les missions de sauvetage et de premiers secours.

Aucun élève ne doit accéder aux bassins ou aux plages en leur absence.

Dispositions relatives aux sorties scolaires

Concernant l'organisation des sorties scolaires pour la pratique de la natation, il conviendra de se référer aux dispositions décrites dans la circulaire n°99-136 du 21-9-1999. Dans le respect du marché des transports, la collectivité territoriale organisatrice devra :

- exiger du transporteur que le nombre de personnes participant à la sortie ne dépasse pas le nombre de places assises, hors strapontins ;
- s'assurer de l'inscription du transporteur au registre préfectoral.

Ces mesures ne dispensent en aucun cas les enseignants des obligations de veiller :

- aux conditions de transports ;
- aux conditions d'encadrement.

Selon les indications données par la dite circulaire.


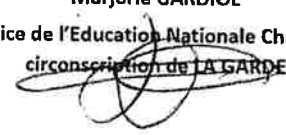
Article 5 Durée de la convention et conditions dans lesquelles elle peut être renouvelée ou suspendue

La convention signée au début de l'année scolaire a une durée d'un an. Elle est renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par une des parties, avant la fin de l'année civile pour l'année scolaire suivante. Par ailleurs, la convention peut être dénoncée en cours d'année soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles. Dans ce dernier cas, la dénonciation doit faire l'objet d'un préavis motivé de trois mois.

Joindre en annexe à la présente convention, la liste des personnes agréées qui seront amenées à intervenir dans le cadre des activités concernées. Elle sera mise à jour annuellement. En cas de modification des effectifs en cours d'année, un avenant à cette annexe sera rédigé.

Un exemplaire de la présente convention est conservé dans l'école. Le directeur en fait la diffusion auprès des enseignants qui assurent l'encadrement des séances de natation.

Dates et Signatures :

<p>Pour la collectivité Métropole Toulon Provence Méditerranée Nom du signataire : M. Jean-Pierre GIRAN Fait le : Cachet / Signature :</p>	<p>Pour la collectivité Commune de Carqueiranne Nom du signataire : M. Arnaud LATIL Fait le : 29/05/2024 Cachet / Signature : </p>
<p>:</p>	<p>Pour l'Education Nationale L'Inspecteur de l'Education Nationale de la circonscription de La Garde Mme Marjorie GARDIOL Fait le : 27/05/2024 Cachet / Signature : Marjorie GARDIOL Inspectrice de l'Education Nationale Chargée de la circonscription de LA GARDE </p>

Les Directrices d'école, Mesdames Christelle MARION (EEPU J. FERRY) et Claire DOARE SORBAN (EEPU M. PAGNOL)

Date, cachet et signature :

CIRCONSCRIPTION DE LA GARDE

ECOLES :

Ecoles élémentaires publiques :

Jules FERRY

Jean GIONO, Jean AICARD

Ecole Primaire Marcel PAGNOL

LA CRAU

APSA : **NATATION**

Année scolaire : 2023/2024

PREAMBULE

Les différents partenaires, de par les missions de service public qui leur sont confiées, ont la volonté de susciter et de développer :

- le rôle actif de l'enfant dans ses apprentissages,
- l'interaction entre l'enseignement obligatoire de l'éducation physique et sportive et celui de l'éducation civique,
- la pratique volontaire des activités physiques, sportives et artistiques,
- la nécessaire cohérence entre les valeurs que l'école entend faire acquérir aux élèves des classes maternelles et élémentaires, au travers des programmes mis en œuvre dans la pratique de l'éducation physique.

CONVENTION entre

La collectivité territoriale :

Nommée : Métropole Toulon Provence Méditerranée

Adresse : Hôtel de la métropole 107 boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON cedex 9

Représentée par M. Jean Pierre GIRAN - Qualité ou fonction : Président

et

La collectivité territoriale :

Nommée : Commune de La CRAU

Adresse : Bd de la République, 83260 La Crau

Représentée par M. Christian SIMON - Qualité ou fonction : Maire

et

L'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Éducation Nationale du VAR, représenté par M. Christian CARDON, Inspecteur de l'Éducation Nationale de la circonscription de LA GARDE dans laquelle se déroule l'activité.

Il a été convenu ce qui suit (pages 2, 3, 4 et 5) pour les écoles de la ville de La Crau suivante:

ECOLES ELEMENTAIRES PUBLIQUES : Jules FERRY, Jean GIONO, Jean AICARD

et école primaire Marcel PAGNOL

Article 1 Objectifs de la convention :

Co-intervention en milieu scolaire portant sur l'enseignement de l'activité :

NATATION

La présente convention a pour objet la mise en œuvre de la natation scolaire, telle qu'elle est définie par les textes en vigueur, notamment les programmes d'enseignement de l'école et le socle commun de connaissances, de compétences et de culture, dans la piscine de la base nature et sports du Vallon du Soleil à La Crau.

La commune de Carqueiranne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Ligue Provence Alpes Côte d'Azur de la Fédération Française de Natation (F.F.N.) collaborent à l'enseignement de la natation pendant le temps scolaire en faveur des élèves de Carqueiranne en apportant à titre gracieux, différents moyens humains et matériels (installations, intervenants et transports).

Cette collaboration s'inscrit dans le respect des règles et des programmes de l'Education Nationale.

Cette co-intervention est destinée à apporter une aide aux enseignants et une expertise technique dans le cadre de projets d'Education Physique et Sportive qui s'inscrivent dans le projet d'école.

La natation nécessite un encadrement des élèves renforcé. Toutefois chaque enseignant reste libre de solliciter ou non la participation d'un intervenant tout en se conformant aux normes d'encadrement à respecter de la circulaire n°2017-127 du 22-8-2017 concernant l'enseignement de la natation.

L'Education nationale se réserve la possibilité d'interrompre toute collaboration avec un intervenant mis à disposition par le partenaire dont le comportement serait incompatible avec le bon déroulement du service public de l'éducation.

Article 2 Conditions d'organisation et de concertation

Les signataires s'engagent à respecter le cadre réglementaire concernant d'une part, les responsabilités pédagogiques de l'enseignant face à sa classe, d'autre part l'intervention des personnes extérieures à l'école, ainsi que les dispositions relatives aux sorties scolaires.

Les obligations de chaque partie:

Aucune intervention ne saurait avoir lieu sans un projet clairement élaboré, en référence au projet d'école ou, le cas échéant, au projet de circonscription. Le projet pédagogique est élaboré avant le début du module d'apprentissage par l'enseignant concerné. L'intervenant extérieur y est associé le cas échéant. Enseignant et intervenant se concerteront régulièrement sur les objectifs de la séance. Un exemplaire du règlement intérieur est fourni à l'intervenant.

L'intervenant, doit respecter les modalités d'interventions fixées et adopter une attitude compatible avec le bon fonctionnement du service public de l'éducation.

L'enseignant peut interrompre toute intervention qui ne correspondrait pas aux modalités fixées.

Organisation de l'activité :

Chaque module d'apprentissage est prévu pour un nombre minimum de séances.

Afin d'atteindre le niveau de pratique visé et la maîtrise des compétences définies par les Instructions Officielles, il est souhaitable que chaque module d'apprentissage comporte minimum 10 séances.

Les collectivités territoriales et la Ligue Provence Alpes Côte d'Azur de la F.F.N affectent des Educateurs Territoriaux des Activités Physiques et Sportives et/ou des professionnels titulaires des qualifications requises sur la base d'un éducateur par classe.

Les éducateurs interviennent en position de spécialistes sur le site du Vallon du Soleil équipé de bassins extérieurs pour la natation scolaire.

Ce dispositif permet aux éducateurs de participer à l'action éducative de la classe en apportant leurs compétences à l'enseignant, tout en respectant le cadre réglementaire défini par les textes cités en référence avec notamment :

- l'affirmation de la responsabilité pédagogique de l'enseignant ;
- l'obligation pour l'intervenant d'être soumis à un agrément académique renouvelable annuellement ;
- la nécessité de rédiger pour l'enseignant un projet pédagogique EPS en partenariat avec l'éducateur, inscrit dans le projet d'école et le volet applicatif du projet EPS de circonscription, accompagné du planning d'intervention ;
- les activités de la natation en bassin d'été non chauffé s'adresseront en priorité aux élèves des classes de CE2.

L'organisation pédagogique et matérielle se fait à l'initiative de l'enseignant en collaboration avec les intervenants.

Chaque groupe d'élèves doit être pris en charge par le même intervenant pour toute la durée du cycle, sauf cas de force majeure ou exceptionnellement pour des raisons de services. Dans ce cas, l'intervenant est remplacé par un autre éducateur agréé en fonction des moyens disponibles.

Les intervenants pourront participer à l'encadrement de la natation uniquement lorsque l'emploi du temps et les projets pédagogiques d'école ou de classes auront été fournis et approuvés par l'Inspecteur de l'Education Nationale de la circonscription de La Garde.

Annulation de séances :

En cas d'absence, ou pour des raisons de sécurité, d'hygiène, de réglementation ou autre, chacun s'engage à prévenir l'autre dans les meilleurs délais.

Assiduité des élèves :

La natation scolaire fait partie intégrante des programmes d'enseignement de l'école. Elle est donc assortie d'un caractère obligatoire. Toute absence ponctuelle doit être motivée, toute absence prolongée doit être justifiée et faire l'objet d'une dispense médicale. Pour des raisons de sécurité, les élèves dispensés sont pris en charge à l'école et ne sont pas conduits à la piscine.

Article 3 Rôle respectifs des enseignants et des intervenants extérieurs

La responsabilité pédagogique de l'organisation incombe à l'enseignant titulaire de la classe qui demeure responsable de ses élèves, ou à celui de ses collègues nommément désignés dans le cadre d'un échange de service ou d'un remplacement.

L'intervenant extérieur apporte un éclairage technique qui enrichit l'enseignement et conforte les apprentissages conduits par l'enseignant. Il ne se substitue pas à lui. Cela n'implique pas pour autant qu'il ne puisse prendre aucune initiative, dès l'instant qu'elle s'inscrit dans le cadre strict de ses fonctions. Dans certaines organisations pédagogiques où les élèves sont répartis en plusieurs ateliers, ils peuvent être amenés à prendre en charge un groupe d'élèves.

Les évaluations se feront par l'enseignant, seul ou conjointement avec l'intervenant.

La répartition des tâches se fait selon le principe suivant :

Les enseignants doivent :

- s'assurer de l'effectif de la classe, de la présence des intervenants, de la conformité de l'organisation de la séance au regard du projet ;
- connaître le rôle de chacun ainsi que les contenus d'enseignement de la séance ;
- ajourner la séance en cas de manquement aux conditions de sécurité ou d'hygiène ;
- participer à la mise en place des activités, au déroulement de la séance, notamment en prenant en charge un groupe d'élèves ;
- participer à la régulation avec les intervenants impliqués dans le projet ;
- signaler au personnel de surveillance le départ de tous les élèves pour le vestiaire.

Les professionnels qualifiés et agréés chargés d'enseignement doivent :

- participer à l'élaboration du projet, à son suivi et à son évaluation ;
- assurer le déroulement de la séance suivant l'organisation définie en concertation et mentionnée dans le projet ;
- procéder à la régulation, en fin de séance, en fin de module d'apprentissage.

Les personnels chargés de la surveillance doivent :

- assurer exclusivement cette tâche, intervenir en cas de besoin ;
- ajourner et interrompre la séance en cas de non-respect des conditions de sécurité et/ou d'hygiène ;
- vérifier les entrées et sorties de l'eau, interdire l'accès au bassin en dehors des horaires prévus.

Article 4 Conditions liées aux mesures de sécurité

L'enseignant, responsable de sa classe, pourra suspendre ou interrompre immédiatement l'activité s'il est à même de constater que les conditions de sécurité ne sont manifestement plus réunies.

Lorsque l'intervenant se voit confier l'encadrement d'un groupe d'enfants, c'est à lui de prendre les mesures urgentes qui s'imposent, dans le cadre de l'organisation générale arrêtée par l'enseignant, pour assurer la sécurité des élèves.

Installations et matériel

L'employeur de l'intervenant s'engage à mettre à disposition des classes, des installations répondant aux normes de sécurité en vigueur et à présenter au directeur de l'école tout document attestant de leur conformité, et établi par les commissions de sécurité ou organismes compétents.

En cas de prêt de matériel, l'employeur de l'intervenant s'engage à mettre à disposition des classes, du matériel homologué, en parfait état et adapté à l'âge et à la taille des enfants.

Responsabilités

Les responsabilités respectives des enseignants et des intervenants sont rappelées dans la circulaire n°2017-127 du 22-8-2017.

La mission des enseignants est non seulement d'organiser leur enseignement mais aussi d'assurer la sécurité des élèves. L'enseignant veille à présenter les enjeux pédagogiques aux intervenants et veille à son respect, tout particulièrement en ce qui concerne la sécurité des élèves.

La présence de personnels de surveillance et d'encadrement au cours de l'enseignement de la natation ne modifie pas les conditions de mise en jeu de la responsabilité des enseignants. En cas de dysfonctionnement ou de mise en danger des élèves, il leur revient d'interrompre la séance.

Surveillance des activités de la natation

La surveillance est obligatoire pendant toute la durée des activités de natation.

La surveillance des baignades doit être assurée par un personnel titulaire d'un des diplômes mentionnés dans la

circulaire n°2017-127 du 22-8-2017.

Les surveillants de bassin sont exclusivement affectés à la surveillance et à la sécurité des activités, ainsi qu'à la vérification des conditions réglementaires d'utilisation de l'équipement et, par conséquent, ne peuvent simultanément remplir une mission d'enseignement. Ils sont qualifiés pour assurer les missions de sauvetage et de premiers secours.

Aucun élève ne doit accéder aux bassins ou aux plages en leur absence.

Dispositions relatives aux sorties scolaires

Concernant l'organisation des sorties scolaires pour la pratique de la natation, il conviendra de se référer aux dispositions décrites dans la circulaire n°99-136 du 21-9-1999. Dans le respect du marché des transports, la collectivité territoriale organisatrice devra :

- exiger du transporteur que le nombre de personnes participant à la sortie ne dépasse pas le nombre de places assises, hors strapontins ;
- s'assurer de l'inscription du transporteur au registre préfectoral.

Ces mesures ne dispensent en aucun cas les enseignants des obligations de veiller :

- aux conditions de transports ;
- aux conditions d'encadrement.

Selon les indications données par la dite circulaire.

Article 5 Durée de la convention et conditions dans lesquelles elle peut être renouvelée ou suspendue

La convention signée au début de l'année scolaire a une durée d'un an. Elle est renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par une des parties, avant la fin de l'année civile pour l'année scolaire suivante. Par ailleurs, la convention peut être dénoncée en cours d'année soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles. Dans ce dernier cas, la dénonciation doit faire l'objet d'un préavis motivé de trois mois.

Joindre en annexe à la présente convention, la liste des personnes agréées qui seront amenées à intervenir dans le cadre des activités concernées. Elle sera mise à jour annuellement. En cas de modification des effectifs en cours d'année, un avenant à cette annexe sera rédigé.

Un exemplaire de la présente convention est conservé dans l'école. Le directeur en fait la diffusion auprès des enseignants qui assurent l'encadrement des séances de natation.

Dates et Signatures :

<p>Pour la collectivité Métropole Toulon Provence Méditerranée Nom du signataire : M. Jean-Pierre GIRAN Fait le : Cachet / Signature :</p>	<p>Pour la collectivité Commune de La Crau Nom du signataire : M. Christian SIMON Fait le : 31/05/2024 Cachet / Signature : Pour le Maire L'Adjoint délégué TESSORE E. G. (Vap)</p>
	<p>Pour l'Education Nationale L'Inspecteur de l'Education Nationale de la circonscription de La Garde Mme Marjorie GARDIOL Fait le : 27/05/2024 Cachet / Signature : Marjorie GARDIOL Inspectrice de l'Education Nationale Chargée de la circonscription de LA GARDE</p>

Les Directrices d'école, Mesdames Ludivine BOUCHARD (EPU J. FERRY) , Elinn BONNARDEL (EPU J. GIONO), Doriane DUVAL (EPU M. PAGNOL) Le directeur : Claude BOIRON (EPU J. AICARD)

Date, cachet et signature :

CIRCONSCRIPTION DE LA GARDE

ECOLE :

Ecoles élémentaires publiques
Marcel PAGNOL et Jules FERRY
LE PRADET

APSA : **NATATION**

Année scolaire : 2023/2024

PREAMBULE

Les différents partenaires, de par les missions de service public qui leur sont confiées, ont la volonté de susciter et de développer :

- le rôle actif de l'enfant dans ses apprentissages,
- l'interaction entre l'enseignement obligatoire de l'éducation physique et sportive et celui de l'éducation civique,
- la pratique volontaire des activités physiques, sportives et artistiques,
- la nécessaire cohérence entre les valeurs que l'école entend faire acquérir aux élèves des classes maternelles et élémentaires, au travers des programmes mis en œuvre dans la pratique de l'éducation physique.

CONVENTION entre

La collectivité territoriale :

Nommée : Métropole Toulon Provence Méditerranée

Adresse : Hôtel de la métropole 107 boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON cedex 9

Représentée par Jean-Pierre GIRAN - Qualité ou fonction : Président

et

La collectivité territoriale :

Nommée : Commune du Pradet

Adresse : 118 rue Charles Gounod – 83220 LE PRADET

Représentée par M. Hervé STASSINOS - Qualité ou fonction : Maire

et

L'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Éducation Nationale du VAR, représenté par M. Christian CARDON, Inspecteur de l'Éducation Nationale de la circonscription de LA GARDE dans laquelle se déroule l'activité.

Il a été convenu ce qui suit (pages 2, 3, 4 et 5) pour l'école de la ville du Pradet suivante:

ECOLES ELEMENTAIRES PUBLIQUES Jules FERRY et Marcel PAGNOL

Article 1 Objectifs de la convention :

Co-intervention en milieu scolaire portant sur l'enseignement de l'activité :

NATATION

La présente convention a pour objet la mise en œuvre de la natation scolaire, telle qu'elle est définie par les textes en vigueur, notamment les programmes d'enseignement de l'école et le socle commun de connaissances, de compétences et de culture, dans la piscine de la base nature et sports du Vallon du Soleil à La Crau.

La commune de Carqueiranne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Ligue Provence Alpes Côte d'Azur de la Fédération Française de Natation (F.F.N.) collaborent à l'enseignement de la natation pendant le temps scolaire en faveur des élèves de Carqueiranne en apportant à titre gracieux, différents moyens humains et matériels (installations, intervenants et transports).

Cette collaboration s'inscrit dans le respect des règles et des programmes de l'Education Nationale.

Cette co-intervention est destinée à apporter une aide aux enseignants et une expertise technique dans le cadre de projets d'Education Physique et Sportive qui s'inscrivent dans le projet d'école.

La natation nécessite un encadrement des élèves renforcé. Toutefois chaque enseignant reste libre de solliciter ou non la participation d'un intervenant tout en se conformant aux normes d'encadrement à respecter de la circulaire n°2017-127 du 22-8-2017 concernant l'enseignement de la natation.

L'Education nationale se réserve la possibilité d'interrompre toute collaboration avec un intervenant mis à disposition par le partenaire dont le comportement serait incompatible avec le bon déroulement du service public de l'éducation.

Article 2 Conditions d'organisation et de concertation

Les signataires s'engagent à respecter le cadre réglementaire concernant d'une part, les responsabilités pédagogiques de l'enseignant face à sa classe, d'autre part l'intervention des personnes extérieures à l'école, ainsi que les dispositions relatives aux sorties scolaires.

Les obligations de chaque partie:

Aucune intervention ne saurait avoir lieu sans un projet clairement élaboré, en référence au projet d'école ou, le cas échéant, au projet de circonscription. Le projet pédagogique est élaboré avant le début du module d'apprentissage par l'enseignant concerné. L'intervenant extérieur y est associé le cas échéant. Enseignant et intervenant se concerteront régulièrement sur les objectifs de la séance. Un exemplaire du règlement intérieur est fourni à l'intervenant.

L'intervenant, doit respecter les modalités d'interventions fixées et adopter une attitude compatible avec le bon fonctionnement du service public de l'éducation.

L'enseignant peut interrompre toute intervention qui ne correspondrait pas aux modalités fixées.

Organisation de l'activité :

Chaque module d'apprentissage est prévu pour un nombre minimum de séances.

Afin d'atteindre le niveau de pratique visé et la maîtrise des compétences définies par les Instructions Officielles, il est souhaitable que chaque module d'apprentissage comporte minimum 10 séances.

Les collectivités territoriales et la Ligue Provence Alpes Côte d'Azur de la F.F.N affectent des Educateurs Territoriaux des Activités Physiques et Sportives et/ou des professionnels titulaires des qualifications requises sur la base d'un éducateur par classe.

Les éducateurs interviennent en position de spécialistes sur le site du Vallon du Soleil équipé de bassins extérieurs pour la natation scolaire.

Ce dispositif permet aux éducateurs de participer à l'action éducative de la classe en apportant leurs compétences à l'enseignant, tout en respectant le cadre réglementaire défini par les textes cités en référence avec notamment :

- l'affirmation de la responsabilité pédagogique de l'enseignant ;
- l'obligation pour l'intervenant d'être soumis à un agrément académique renouvelable annuellement ;
- la nécessité de rédiger pour l'enseignant un projet pédagogique EPS en partenariat avec l'éducateur, inscrit dans le projet d'école et le volet applicatif du projet EPS de circonscription, accompagné du planning d'intervention ;
- les activités de la natation en bassin d'été non chauffé s'adresseront en priorité aux élèves des classes de CE2.

L'organisation pédagogique et matérielle se fait à l'initiative de l'enseignant en collaboration avec les intervenants.

Chaque groupe d'élèves doit être pris en charge par le même intervenant pour toute la durée du cycle, sauf cas de force majeure ou exceptionnellement pour des raisons de services. Dans ce cas, l'intervenant est remplacé par un autre éducateur agréé en fonction des moyens disponibles.

Les intervenants pourront participer à l'encadrement de la natation uniquement lorsque l'emploi du temps et les projets pédagogiques d'école ou de classes auront été fournis et approuvés par l'Inspecteur de l'Education Nationale de la circonscription de La Garde.

Annulation de séances :

En cas d'absence, ou pour des raisons de sécurité, d'hygiène, de réglementation ou autre, chacun s'engage à prévenir l'autre dans les meilleurs délais.

Assiduité des élèves :

La natation scolaire fait partie intégrante des programmes d'enseignement de l'école. Elle est donc assortie d'un caractère obligatoire. Toute absence ponctuelle doit être motivée, toute absence prolongée doit être justifiée et faire l'objet d'une dispense médicale. Pour des raisons de sécurité, les élèves dispensés sont pris en charge à l'école et ne sont pas conduits à la piscine.

Article 3 Rôle respectifs des enseignants et des intervenants extérieurs

La responsabilité pédagogique de l'organisation incombe à l'enseignant titulaire de la classe qui demeure responsable de ses élèves, ou à celui de ses collègues nommément désignés dans le cadre d'un échange de service ou d'un remplacement.

L'intervenant extérieur apporte un éclairage technique qui enrichit l'enseignement et conforte les apprentissages conduits par l'enseignant. Il ne se substitue pas à lui. Cela n'implique pas pour autant qu'il ne puisse prendre aucune initiative, dès l'instant qu'elle s'inscrit dans le cadre strict de ses fonctions. Dans certaines organisations pédagogiques où les élèves sont répartis en plusieurs ateliers, ils peuvent être amenés à prendre en charge un groupe d'élèves.

Les évaluations se feront par l'enseignant, seul ou conjointement avec l'intervenant.

La répartition des tâches se fait selon le principe suivant :

Les enseignants doivent :

- s'assurer de l'effectif de la classe, de la présence des intervenants, de la conformité de l'organisation de la séance au regard du projet ;
- connaître le rôle de chacun ainsi que les contenus d'enseignement de la séance ;
- ajourner la séance en cas de manquement aux conditions de sécurité ou d'hygiène ;
- participer à la mise en place des activités, au déroulement de la séance, notamment en prenant en charge un groupe d'élèves ;
- participer à la régulation avec les intervenants impliqués dans le projet ;
- signaler au personnel de surveillance le départ de tous les élèves pour le vestiaire.

Les professionnels qualifiés et agréés chargés d'enseignement doivent :

- participer à l'élaboration du projet, à son suivi et à son évaluation ;
- assurer le déroulement de la séance suivant l'organisation définie en concertation et mentionnée dans le projet ;
- procéder à la régulation, en fin de séance, en fin de module d'apprentissage.

Les personnels chargés de la surveillance doivent :

- assurer exclusivement cette tâche, intervenir en cas de besoin ;
- ajourner et interrompre la séance en cas de non-respect des conditions de sécurité et/ou d'hygiène ;
- vérifier les entrées et sorties de l'eau, interdire l'accès au bassin en dehors des horaires prévus.

Article 4 Conditions liées aux mesures de sécurité

L'enseignant, responsable de sa classe, pourra suspendre ou interrompre immédiatement l'activité s'il est à même de constater que les conditions de sécurité ne sont manifestement plus réunies.

Lorsque l'intervenant se voit confier l'encadrement d'un groupe d'enfants, c'est à lui de prendre les mesures urgentes qui s'imposent, dans le cadre de l'organisation générale arrêtée par l'enseignant, pour assurer la sécurité des élèves.

Installations et matériel

L'employeur de l'intervenant s'engage à mettre à disposition des classes, des installations répondant aux normes de sécurité en vigueur et à présenter au directeur de l'école tout document attestant de leur conformité, et établi par les commissions de sécurité ou organismes compétents.

En cas de prêt de matériel, l'employeur de l'intervenant s'engage à mettre à disposition des classes, du matériel homologué, en parfait état et adapté à l'âge et à la taille des enfants.

Responsabilités

Les responsabilités respectives des enseignants et des intervenants sont rappelées dans la circulaire n°2017-127 du 22-8-2017.

La mission des enseignants est non seulement d'organiser leur enseignement mais aussi d'assurer la sécurité des élèves. L'enseignant veille à présenter les enjeux pédagogiques aux intervenants et veille à son respect, tout particulièrement en ce qui concerne la sécurité des élèves.

La présence de personnels de surveillance et d'encadrement au cours de l'enseignement de la natation ne modifie pas les conditions de mise en jeu de la responsabilité des enseignants. En cas de dysfonctionnement ou de mise en danger des élèves, il leur revient d'interrompre la séance.

Surveillance des activités de la natation

La surveillance est obligatoire pendant toute la durée des activités de natation.

La surveillance des baignades doit être assurée par un personnel titulaire d'un des diplômes mentionnés dans la

circulaire n°2017-127 du 22-8-2017.

Les surveillants de bassin sont exclusivement affectés à la surveillance et à la sécurité des activités, ainsi qu'à la vérification des conditions réglementaires d'utilisation de l'équipement et, par conséquent, ne peuvent simultanément remplir une mission d'enseignement. Ils sont qualifiés pour assurer les missions de sauvetage et de premiers secours.

Aucun élève ne doit accéder aux bassins ou aux plages en leur absence.

Dispositions relatives aux sorties scolaires

Concernant l'organisation des sorties scolaires pour la pratique de la natation, il conviendra de se référer aux dispositions décrites dans la circulaire n°99-136 du 21-9-1999. Dans le respect du marché des transports, la collectivité territoriale organisatrice devra :

- exiger du transporteur que le nombre de personnes participant à la sortie ne dépasse pas le nombre de places assises, hors strapontins ;
- s'assurer de l'inscription du transporteur au registre préfectoral.

Ces mesures ne dispensent en aucun cas les enseignants des obligations de veiller :

- aux conditions de transports ;
- aux conditions d'encadrement.

Selon les indications données par la dite circulaire.


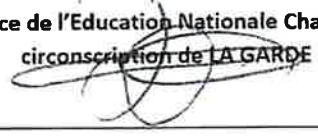
Article 5 Durée de la convention et conditions dans lesquelles elle peut être renouvelée ou suspendue

La convention signée au début de l'année scolaire a une durée d'un an. Elle est renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par une des parties, avant la fin de l'année civile pour l'année scolaire suivante. Par ailleurs, la convention peut être dénoncée en cours d'année soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles. Dans ce dernier cas, la dénonciation doit faire l'objet d'un préavis motivé de trois mois.

Joindre en annexe à la présente convention, la liste des personnes agréées qui seront amenées à intervenir dans le cadre des activités concernées. Elle sera mise à jour annuellement. En cas de modification des effectifs en cours d'année, un avenant à cette annexe sera rédigé.

Un exemplaire de la présente convention est conservé dans l'école. Le directeur en fait la diffusion auprès des enseignants qui assurent l'encadrement des séances de natation.

Dates et Signatures :

<p>Pour la collectivité Métropole Toulon Provence Méditerranée Nom du signataire : M. Jean-Pierre GIRAN Fait le : Cachet / Signature :</p>	<p>Pour la collectivité Commune de LE PRADET . Nom du signataire : M. Hervé STASSINOS Fait le : 28/05/2024 Cachet / Signature : </p>
<p>Pour la personne morale de droit privé de la Ligue Provence Alpes Côte d'Azur de la Fédération Française de Natation Nom du signataire : M. Gilles SEZIONALE Fait le : Cachet / Signature :</p>	<p>Pour l'Education Nationale L'Inspecteur de l'Education Nationale de la circonscription de La Garde Mme Marjorie GARDIOL Fait le : 27/05/2024 Cachet / Signature : Marjorie GARDIOL Inspectrice de l'Education Nationale Chargée de la circonscription de LA GARDE </p>

Les Directrices d'école, Mesdames M. Hélène DAMBRINE (EEPU Sandro), C. MARIE (école St Bernadette), le directeur : Mr CALDAIROU (EEPU M. Pagnol)

Date, cachet et signature :